

« Les gros ennuis? Crises, chances, défis de la TV et du cinéma »

Le 17e forum de la télé et du film européen à Vilnius, décembre 2005

Les gros ennuis?

Le message de la commissaire européenne, Viviane Reding, est une valeur sûre au milieu des innombrables prises de position récentes dans le contexte de la révision de la directive „Télévision sans frontières“.

On peut le résumer, certes de façon osée, comme suit: il faut éduquer les jeunes aux médias de manière à ce qu'ils prennent conscience du fait que le monde médiatique n'est autre chose qu'une grande entreprise COMMERCIALE.

Cette position requiert bien évidemment une analyse plus détaillée.

Dans son discours, Mme Reding soutient de façon assez évidente la logique du marché audiovisuel avancé par le « lobbying » bruxellois qui a réussi à s'imposer : il s'agit de „faire de l'argent“. Si, et tel est le raisonnement de Viviane Reding, les Etats-Unis financent bon nombre de leurs productions de films moyennant le placement de produits, pourquoi les Européens ne feraient-ils pas de même?



La commissaire européenne Viviane Reding lors de son discours

Bien que Madame Reding entend renforcer le rôle d'un contenu de qualité, en faire une sorte de force motrice pour le développement de nouvelles plateformes audiovisuelles, il reste un doute sur la valeur effective du contenu des programmes dans la version révisée de la directive.

Dans son discours, Viviane Reding met avant tout l'accent sur les nouvelles règles pour la publicité, qui seront simplifiées, assouplies et où le placement de produits sera „institutionnalisé”.

Le rôle des autorités de régulation n'est mentionné qu'à titre accessoire, le système dualiste des télévisions publiques et privées doit se conformer aux mêmes règles de façon à ce qu'une distinction claire entre les deux modèles fait défaut.

Ces éléments, poursuit la commissaire, seront l'affaire des gouvernements nationaux respectifs.

Pour nous, Luxembourgeois, la révision de la directive, imminente, est une excellente occasion pour amorcer la discussion suivante au niveau national: qu'est ce que le service public? Par qui va-t-il être défini? Par la Chambre des députés, par le gouvernement, ou le débat sera-t-il mené à une échelle plus large?



à droite: le président du CNP, Walter DE TOFFOL, lors de la conférence

Cette dernière possibilité est souhaitable, non seulement au Grand-Duché. Dans les coulisses du forum de Vilnius en tout cas, plusieurs experts n'étaient pas sûrs que la nouvelle directive passe le cap du parlement européen aussi facilement que souhaité par certains. « Bientôt de gros ennuis? »